

Approvisionnement du pays en hydrocarbures

Le flou artistique

La crise que connaît l'approvisionnement du pays en hydrocarbures n'a toujours pas trouvé de dénouement. Depuis le 15 janvier dernier, la nouvelle société, Trafigura, qui a remporté le marché de l'approvisionnement de la Mauritanie en produits pétroliers, fait comme si son contrat a été approuvé par le gouvernement. Elle a déjà envoyé sept bateaux qui ont déchargé leurs cargaisons dans le dépôt de la SOMIR à Nouadhibou. La première commande de Trafigura été déchargée à la fin du mois de décembre 2003: le 26 décembre dernier, le tanker Ostenkinos a effectué la première navette à Nouadhibou. Il avait déchargé 4500 tonnes d'essence et 5000 tonnes de kérosène (ce dernier produit, jugé non conforme aux normes exigées par l'aviation a été rejeté). Il en sera de

même pour la cargaison, débarquée à Nouadhibou le 10 février par le bateau Red Point (pavillon italien) en provenance du Koweït et qui comprend 30 mille tonnes de gasoil et 7000 tonnes de kérosène. Les inspecteurs de la SOMIR avaient jugé que le kérosène ne répondait pas aux normes et que le gasoil avait une teneur de soufre élevée. Cela a provoqué une grande polémique entre Trafigura et certains de ces partenaires mauritaniens. La société d'approvisionnement, qui a envoyé des échantillons à l'étranger pour analyse, met en doute la fiabilité du laboratoire de la SOMIR et estime que les résultats d'analyse obtenus confirment la bonne qualité du produit. Pour parer à ce genre d'incidents, elle envisage d'installer un laboratoire ambulancier à Nouadhibou, géré par un bureau international indépendant. Il

faut signaler que Trafigura n'a pas voulu provoquer et beaucoup de bruit autour de cette affaire. Elle a plutôt préféré de calmer le jeu et a déchargé une nouvelle cargaison, lundi dernier (16 février), à Nouadhibou. Ce geste est destiné certainement à convaincre les autorités mauritaniennes de sa bonne volonté et, surtout, de sa grande capacité pour approvisionner le marché. Cela est-il suffisant pour faire avaler ce qu'au moins deux sociétés pétrolières de la place présentent comme "une coulèuvre". Il est difficile encore de se prononcer sur cela, mais on constate tout de même que le contrat de Trafigura est accepté et défendu par la majorité des sociétés pétrolières nationales et que les pouvoirs publics ne semblent pas pressés de trancher dans cette affaire.